

Le budget—M. Gillies

Cette volonté de créer une telle incertitude pour des raisons d'ordre politique, de priver les nécessiteux des avantages que leur procurerait le budget et de renoncer à l'impôt devant grever les grandes compagnies, s'inspire uniquement de motifs d'ordre politique. Comme je le disais au début de mon discours, tout cela est motivé par les raisons bien précises fournies par le NPD et les conservateurs. Je terminerai en disant...

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: ... que le moment choisi est une preuve d'inconséquence, et c'est le moins que l'on puisse dire. D'autres occasions se présenteront, plus tard au printemps, de renverser le gouvernement. Nous savons qu'il reste des jours réservés à l'opposition, comportant des votes de censure.

M. Bell: Vous avez eu votre chance.

M. Trudeau: Il est tout à fait exceptionnel de renverser un gouvernement à cause de son budget. J'en comprends la raison ici, car même si le budget ne répond pas entièrement à l'attente des divers partis, il remédie à la situation de la population, il assure bel et bien, d'une certaine façon, une redistribution des richesses des bien nantis aux pauvres; voilà pourquoi le moment que l'on choisit ici, compte tenu des mesures législatives figurant au *Feuilleton*, est une preuve flagrante d'inconséquence.

Il y a un dernier effet que j'ai négligé de mentionner et c'est que le projet de loi sur les dépenses d'élection réclamé depuis si longtemps par le chef du NPD (M. Lewis) n'a pas encore été adopté. Finalement, alors qu'ils pourraient tenir des élections sous l'empire de cette nouvelle mesure législative, ils préfèrent couler le navire avant que nous abordions l'étude de cette mesure.

[Français]

Monsieur le président, qu'il me soit permis de dire en terminant, d'une façon très claire et finale, que le gouvernement libéral, et je pense que je l'ai assez dit, ne veut pas qu'il y ait des élections générales maintenant. Nous voulons exercer le mandat que le peuple nous a donné, et nous partageons l'opinion du parti créditiste sur ce sujet.

Ceci dit, monsieur le président, je veux ajouter que nous attendrons le vote sur les amendements qui ont été proposés. Le vote sur le budget, nous l'attendons de pied ferme. Si les tories et les députés du Nouveau parti démocratique veulent mettre fin à ce 29^e Parlement, nous nous chargeons de voir à ce qu'ils aient à répondre au peuple. Non seulement nous nous chargerons de démontrer au peuple que le parti libéral était prêt à faire adopter toutes les mesures qui sont inscrites dans l'Ordre du jour, mais nous leur promettons qu'ils verront un parti libéral qui est prêt, qui est capable de se battre dans des élections et mener à la victoire tous ses candidats à travers le pays, tous ces libéraux, dont le cœur bat, le cerveau pense et les mains travaillent pour la liberté et la justice.

● (2120)

[Traduction]

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, je ne savais pas, en prenant la parole, que j'avais tant d'amis de l'autre côté de la Chambre, pas plus que je prononcerais le deuxième discours d'une campagne politique. De toute façon, je suis ravi que le premier ministre (M. Trudeau) ait participé au débat cet après-midi même s'il n'avait pas grand-chose à dire au sujet du budget. Sa participation explique beaucoup de choses au sujet de ce qui s'est passé

[M. Trudeau.]

et de ce qui ne s'est pas passé au gouvernement. Pendant la première demi-heure cet après-midi, le premier ministre a demandé: Pourquoi des élections maintenant? Il a dit, «Nous avons fait ceci; nous avons fait cela. Pourquoi maintenant?» La réponse, naturellement, est assez claire—maintenant, parce que les Canadiens veulent qu'on fasse vraiment quelque chose pour juguler l'inflation.

Des voix: Bravo!

M. Gillies: En lisant le budget qui a été présenté lundi soir, ils se rendent compte que le gouvernement n'a ni le cœur, ni la volonté ni le courage ni les idées nécessaires pour s'attaquer au problème de l'inflation au pays. Comme des milliers d'autres Canadiens lundi, j'ai attendu de voir ce que le gouvernement ferait au sujet du problème de l'inflation. Diverses solutions que le gouvernement pourrait mettre à l'essai ou proposer me sont venues à l'esprit. Les différences de prix étaient une possibilité. Un genre de contrôle sélectif des prix, appuyé par des subventions élevées, comme le gouvernement a essayé de le faire ces derniers mois, pourrait fonctionner pendant un certain temps. Mais la solution à laquelle je n'ai pas pensé, c'est que le gouvernement présenterait pendant un an encore les mêmes politiques et idées en disant que c'était une façon moderne et contemporaine d'aborder le problème de l'inflation au Canada.

Des voix: Bravo!

M. Gillies: Il ne m'est jamais venu à l'esprit que nous participerions encore à un débat sur le budget à la Chambre des communes après une année au cours de laquelle nous avons connu l'une des hausses de prix les plus effrénées de l'histoire du Canada; nous essayons encore de faire admettre au gouvernement que les étrangers ne sont pas les seuls responsables de l'inflation, qu'il y a une inflation nationale et qu'elle constitue une force insidieuse et presque destructive au pays à l'heure actuelle. Le rapport du ministère des Finances déposé antérieurement au budget, montre que les chiffres de l'OCDE, que le gouvernement se complait à citer, en utilisant le facteur de déflation qui, selon le rapport, est le meilleur instrument de mesure de l'inflation que nous ayons, indique que seul un autre pays industrialisé du monde, le Japon, avait l'an dernier un taux d'inflation plus élevé que le Canada. J'espère que le premier ministre et le ministre des Finances (M. Turner) ne feront pas la tournée du pays en disant que nous avons établi un record dans ce domaine. Nous avons établi un record terrible. Les données statistiques que renferme le rapport même du gouvernement indiquent clairement, à la page 31, que, le taux d'inflation au Canada est plus élevé qu'en Angleterre, qu'aux États-Unis, qu'en France, et que seul le Japon a surpassé notre pays, et d'ailleurs ce pays a ses propres problèmes en ce qui a trait au pétrole.

J'ai essayé de comprendre pourquoi la hausse du coût de la vie due à l'inflation était à peu près identique aux États-Unis et au Canada. J'ai appelé des amis américains pour leur demander dans quelle mesure l'inflation découlait du pétrole dans leurs pays. Ils m'ont répondu que le pétrole comptait pour 22 à 24 p. 100. Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas eu ce problème au pays. La vérité, bien sûr, c'est que l'inflation sévit dans tous les secteurs de l'économie. C'est une erreur de dire aux Canadiens que nous ne pouvons rien faire et que nous ne ferons rien pour juguler l'inflation. Longtemps, le Conseil économique du Canada a dit que nous devrions tâcher de faire en sorte que notre taux d'inflation ne dépasse pas celui de nos partenaires commerciaux. Je n'ai jamais admis cette idée.